

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Sainte-Martine

Code géographique : 70012

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Habitation*

Québec 

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Hélène Hamelin, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Sainte-Martine pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature

Date

2019-10-08

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux membres du conseil de la municipalité de Sainte-Martine,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la municipalité de Sainte-Martine, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Sainte-Martine au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité de Sainte-Martine inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point

Les états financiers consolidés de la municipalité de Sainte-Martine pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion avec réserve en date du 4 septembre 2018. Cette réserve mentionnait que la municipalité était membre du Conseil inter-municipal de transport du Haut-St-Laurent (C.I.T.) et qu'elle devait consolider les comptes de ce dernier ligne par ligne dans les états financiers, mais qu'elle n'avait pas été en mesure de le faire puisque les états financiers du C.I.T. n'avaient pas été approuvés par son conseil d'administration.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

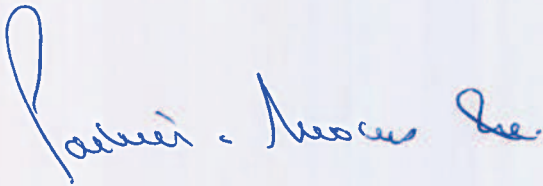
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

-
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
 - nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



1

Vaudreuil-Dorion

1 Par Michel Poirier, CPA auditeur, CA

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

DATE 2019-10-08

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations	
		2018	2017
Revenus			
Taxes	1	5 782 683	5 680 650
Compensations tenant lieu de taxes	2	44 207	33 617
Quotes-parts	3	62 196	(16 227)
Transferts	4	333 207	650 918
Services rendus	5	146 080	131 132
Imposition de droits	6	247 016	230 204
Amendes et pénalités	7	24 674	17 951
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	36 125	33 720
Autres revenus	10	183 570	212 207
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	6 859 758	6 974 172
Charges			
Administration générale	14	1 482 566	1 314 237
Sécurité publique	15	1 117 726	1 050 863
Transport	16	1 274 634	1 075 386
Hygiène du milieu	17	1 684 488	1 650 728
Santé et bien-être	18	(2 043)	23 961
Aménagement, urbanisme et développement	19	298 959	303 172
Loisirs et culture	20	754 816	696 165
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	130 776	142 366
Effet net des opérations de restructuration	23		59 882
	24	6 741 922	6 316 760
Excédent (déficit) de l'exercice	25	117 836	657 412
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	13 457 709	12 800 297
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		
Solde redressé	28	13 457 709	12 800 297
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	13 575 545	13 457 709

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 146 409	1 562 432
Débiteurs (note 5)	2	2 209 613	2 348 643
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	4 356 022	3 911 075
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	390 254	1 133 311
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	614 362	731 067
Revenus reportés (note 12)	12	17 052	16 932
Dette à long terme (note 13)	13	6 243 353	5 372 110
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	7 265 021	7 253 420
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(2 908 999)	(3 342 345)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	16 425 235	16 758 023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	55 721	41 000
Autres actifs non financiers (note 17)	20	3 588	1 031
	21	16 484 544	16 800 054
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	13 575 545	13 457 709

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations	
		2018	2017
Excédent (déficit) de l'exercice	1	117 836	657 412
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(635 666)	(2 043 148)
Produit de cession	3		3 800
Amortissement	4	968 454	950 788
(Gain) perte sur cession	5		52 887
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	332 788	(1 035 673)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	(14 721)	15 378
Variation des autres actifs non financiers	10	(2 557)	8 567
	11	(17 278)	23 945
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	433 346	(354 316)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(3 342 345)	(2 988 029)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(3 342 345)	(2 988 029)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(2 908 999)	(3 342 345)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	117 836	657 412
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	968 454	950 788
Autres			
- Perte sur cession	3		52 887
-	4		
	5	1 086 290	1 661 087
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	139 030	166 893
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(116 705)	269 797
Revenus reportés	9	120	850
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(14 721)	15 378
Autres actifs non financiers	13	(2 557)	8 567
	14	1 091 457	2 122 572
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(635 666)	(2 043 148)
Produit de cession	16		3 800
	17	(635 666)	(2 039 348)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 323 978	613 943
Remboursement de la dette à long terme	24	(458 487)	(330 582)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(743 057)	(463 099)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	5 752	2 448
Autres			
-	27		
-	28		
	29	128 186	(177 290)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	583 977	(94 066)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 562 432	1 656 498
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	1 562 432	1 656 498
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	2 146 409	1 562 432

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Sainte-Martine est un organisme municipal constitué et régi en vertu du Code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La municipalité participe à un partenariat soit le suivant :

- Régie Intermunicipale d'aqueduc de la Vallée de Châteauguay (Régie)

Les comptes de la municipalité et de la régie compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la municipalité dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

La municipalité ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Le taux de participation de la municipalité dans les opérations de la Régie pour l'exercice est de 29,26 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 32,30 % en début d'exercice à 31,72 % à la fin de l'exercice. Le taux de participation de la municipalité dans les opérations reliées aux immobilisations est de 41,16 %.

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

La préparation des états financiers de la municipalité de Sainte-Martine, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

des estimations et a des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

La municipalité utilise la méthode de comptabilité d'exercice, selon laquelle les revenus et les charges sont reconnus au cours de l'exercice où ont lieu les faits et transactions.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le gain ou la perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date du transfert;

Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont créés lors de l'émission présente ou à venir d'une dette à long terme sur la base des taux de subvention des différentes immobilisations faisant l'objet du financement.

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****b) Actifs non financiers**

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures	de 15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	de 5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 ans
Autres	10 ans

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode du coût distinct. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

D) Passifs*Revenus reportés*

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les crédateurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Pour le financement à long terme des activités de fonctionnement et est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital de la dette.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments*Affectations*

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par des résolutions du Conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

En vertu des règlements de la Ville et des lois gouvernant le secteur municipal, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants :

- Fonds de roulement

Le fonds réservé - Fonds de roulement est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de dix ans.

3. Modification de méthodes comptables

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 2200, Information relative aux apparentés et la norme SP 3420, Opérations interentités. Ces nouvelles normes, qui définissent la notion d'apparentés, comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable. Ces nouvelles normes comptables sont appliquées de façon prospective. De plus, il n'y a eu aucune opération interentité au cours de l'exercice.

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 3320, Actifs éventuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable. Puisque la municipalité n'avait aucun actif éventuel probable à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 3380 Droits contractuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir. Aucun droit contractuel n'a été conclu dans l'exercice. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 257 014	870 968
Découvert bancaire	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	889 395	691 464
<i>Autres éléments</i>		
-		
-		
-		
-		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	2 146 409	1 562 432
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice		
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	113 221	79 806
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1 648 563	1 917 473
Gouvernement du Canada et ses entreprises	190 262	160 372
Organismes municipaux	169 901	74 629
Autres		
- Mutations et intérêts à rec.	41 686	37 003
- Autres	45 980	79 360
	2 209 613	2 348 643
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	843 111	686 394
Organismes municipaux		
Autres tiers		
	843 111	686 394
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs		
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation		
Prêts à un fonds d'investissement		
Autres		
-		
-		
Provision pour moins-value déduite des prêts		
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	
Note		
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	
	37	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	
Régimes à cotisations déterminées	40	
Autres régimes (REER et autres)	41	79 136
Régimes de retraite des élus municipaux	42	17 901
	43	97 037

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

Au 31 décembre 2018, la municipalité dispose de marges de crédit autorisées de 2 022 317 \$. Un montant de 295 254 \$ est utilisé au 31 décembre 2018. Les montants prélevés portent intérêts au taux préférentiel.

De plus, au 31 décembre 2018, la municipalité a contracté un financement temporaire de 95 000 \$ dont l'échéance est en mai 2019.

Au 31 décembre 2018, la Régie dispose de marges de crédit autorisées de 1 620 000 \$. Les marges de crédits sont inutilisées au 31 décembre 2018. Les montants prélevés portent intérêts aux taux préférentiel.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	264 327	282 425
Salaires et avantages sociaux	48	182 265	161 095
Dépôts et retenues de garantie	49	4 743	2 094
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Organismes municipaux	53	130 549	109 876
-	54		
- Intérêts courus	55	32 478	45 278
- Gouvernement du Québec	56		130 299
-	57		
	58	614 362	731 067

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	660	660
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Transfert	68	16 392	16 272
-	69		
-	70		
-	71		
	72	17 052	16 932

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018			2017		
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance			
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	3,52	2019	2037	73	6 248 720
Obligations et billets en monnaies étrangères					74	
Gains (pertes) de change reportés					75	
Autres dettes à long terme					76	
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77	
Organismes municipaux					78	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79	
Autres					80	
					81	6 248 720
						5 383 229
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(5 367)
						(11 119)
					83	6 243 353
						5 372 110

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2019	84	92	825 605	100	109	117	825 605
2020	85	93	384 051	101	110	118	384 051
2021	86	94	1 047 032	102	111	119	1 047 032
2022	87	95	1 461 566	103	112	120	1 461 566
2023	88	96	1 134 113	104	113	121	1 134 113
2024 et +	89	97	1 396 353	105	114	122	1 396 353
	90	98	6 248 720	106	115	123	6 248 720
Intérêts et frais accessoires				107		124	
	91	99	6 248 720	108	116	125	6 248 720

Note

	2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(2 908 999)
Tiers		(3 342 345)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()
Autres	128	()
	129	(2 908 999)
		(3 342 345)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	130	4 507 016	158	52 333	185		212	4 559 349	
Eaux usées	131		159		186		213		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	19 154 207	160	174 892	187		214	19 329 099	
Autres	133		161		188		215		
Réseau d'électricité	134		162		189		216		
Bâtiments	135	4 388 726	163	87 844	190		217	4 476 570	
Améliorations locatives	136		164		191		218		
Véhicules	137	2 053 321	165	176 308	192		219	2 229 629	
Ameublement et équipement de bureau	138	425 688	166	13 717	193		220	439 405	
Machinerie, outillage et équipement divers	139	1 196 673	167	130 572	194		221	1 327 245	
Terrains	140	592 196	168		195		222	592 196	
Autres	141		169		196		223		
	142	<u>32 317 827</u>	170	<u>635 666</u>	197		224	<u>32 953 493</u>	
Immobilisations en cours	143		171		198		225		
	144	<u>32 317 827</u>	172	<u>635 666</u>	199		226	<u>32 953 493</u>	
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	145	1 187 465	173	334 851	200		227	1 522 316	
Eaux usées	146		174		201		228		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	10 634 806	175	316 397	202		229	10 951 203	
Autres	148		176		203		230		
Réseau d'électricité	149		177		204		231		
Bâtiments	150	1 464 852	178	111 590	205		232	1 576 442	
Améliorations locatives	151		179		206		233		
Véhicules	152	1 098 239	180	111 015	207		234	1 209 254	
Ameublement et équipement de bureau	153	293 206	181	27 601	208		235	320 807	
Machinerie, outillage et équipement divers	154	881 236	182	67 000	209		236	948 236	
Autres	155		183		210		237		
	156	<u>15 559 804</u>	184	<u>968 454</u>	211		238	<u>16 528 258</u>	
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>16 758 023</u>					239	<u>16 425 235</u>	
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	240	177 785	243		245		247	177 785	
Amortissement cumulé	241	(44 452)	244	()	246	()	248	(44 452)	
Valeur comptable nette	242	<u>133 333</u>					249	<u>133 333</u>	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252		
	253		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255		
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	256	3 588	1 031
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	3 588	1 031
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

18. Obligations contractuelles

La municipalité s'est engagée en vertu de divers contrats à verser les montants suivants pour l'exercice 2019 :

Services Matrec inc. (2018-2020)	101 702 \$
Collecte et transport des matières résiduelles ARTM (2019)	285 282 \$
Transport en commun	
Ferme S. et M. Dubuc inc. (2019)	3 780 \$
Déneigement rang des Écossais	
Pavages J.M. Beaulieu inc. (2018-2020)	69 384 \$
Déneigement	
Pavages J.M. Beaulieu inc. (2018-2020)	5 875 \$
Déneigement des stationnements	
MP Évènement (2018-2020)	7 090 \$
Fête des Moissons	
CRSBP Montérégie (2018-2020)	21 659 \$
Exploitation d'un système local de gestion automatisée de la bibliothèque	
MRC de Beauharnois-Salaberry (2019)	137 987 \$
Collecte matières recyclables	

De plus, la municipalité a signé une convention avec l'Office Municipal d'Habitation de Sainte-Martine qui prévoit le paiement de 10 % du déficit d'exploitation des ensembles administrés.

La Régie a conclu une entente avec la Ville de Châteauguay relativement à l'alimentation en eau potable. Cette entente, d'une durée de dix ans, a pris effet au 1er janvier 2013. La Régie assume les coûts annuels d'exploitation selon la consommation réelle. Le coût pour l'exercice 2018 a été de 566 925 \$.

19. Droits contractuels

S.O.

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

La municipalité a garanti un emprunt d'un organisme sans but lucratif. Le risque maximal en vertu de ce cautionnement est de 166 250 \$.

La municipalité estime que la probabilité d'avoir à engager des coûts importants en raison de ce cautionnement est faible.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

d) Autres

Il existe un litige entre le C.I.T. du Haut-Saint-Laurent, anciennement consolidé dans les livres de la municipalité avant sa dissolution en mai 2017 suite à la loi 76, et une municipalité qui était membre du C.I.T. du Haut-Saint-Laurent. Cette dernière conteste la répartition des quote-parts pour les municipalités membres du C.I.T. du Haut-Saint-Laurent pour les années 2015 à 2017 et refuse donc de payer ses sommes dues. Cela a eu comme impact que le C.I.T. du Haut-Saint-Laurent a dû avoir recours à une marge de crédit pour financer ses activités d'exploitation, vu le manque de ressources créé par ce refus de payer. Lors de la création d'Exo, celle-ci semble avoir refusé la prise en charge de la dite marge de crédit. Cela fait en sorte que les autres municipalités anciennement membres du C.I.T. du Haut-Saint-Laurent seraient responsables de rembourser la marge de crédit. La direction n'était pas en mesure, à la date d'approbation des états financiers, d'évaluer l'issue de ce litige ni les impacts financiers pouvant en découler, le cas échéant.

Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Réalizations 2017		Budget 2018		Réalizations 2018		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus							
Fonctionnement							
1 Taxes	5 680 650	5 763 038	5 782 683			5 782 683	
2 Compensations tenant lieu de taxes	33 617	27 000	44 207			44 207	
3 Quotes-parts					413 214	413 214	
4 Transferts	61 175	84 992	88 919		24 024	112 943	
5 Services rendus	138 597	124 567	148 667			146 080	
6 Imposition de droits	230 204	151 400	247 016			247 016	
7 Amendes et pénalités	17 951	8 000	24 674			24 674	
8 Revenus de placements de portefeuille							
9 Autres revenus d'intérêts	33 036	14 000	36 125			36 125	
10 Autres revenus	267 702	120 000	182 990		580	183 570	
11 Effet net des opérations de restructuration							
12	6 462 932	6 292 997	6 555 281		437 818	6 639 494	
Investissement							
13 Taxes							
14 Quotes-parts							
15 Transferts	574 393		72 088			220 264	
16 Imposition de droits							
17 Autres revenus							
18 Contributions des promoteurs							
19 Autres							
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux							
20	574 393		72 088			220 264	
21	7 037 325	6 292 997	6 627 369		585 994	6 859 758	
Charges							
22 Administration générale	1 210 826	1 276 436	1 357 219	104 486	20 861	1 482 566	
23 Sécurité publique	997 422	1 060 949	1 064 621	53 105		1 117 726	
24 Transport	817 108	929 039	1 007 732	266 902		1 274 634	
25 Hygiène du milieu	1 275 038	1 406 577	1 284 408	348 024	405 661	1 684 488	
26 Santé et bien-être	23 961	8 000	(2 043)			(2 043)	
27 Aménagement, urbanisme et développement	302 517	302 283	298 304	655		298 959	
28 Loisirs et culture	614 777	725 573	672 374	82 442		754 816	
29 Réseau d'électricité							
30 Frais de financement	96 973	130 840	90 977		39 799	130 776	
31 Effet net des opérations de restructuration							
32 Amortissement des immobilisations	838 112		855 614	(855 614)			
33	6 176 734	5 839 697	6 629 206		466 321	6 741 922	
34	860 591	453 300	(1 837)		119 673	117 836	
Excédent (déficit) de l'exercice							

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Réalizations 2017		Budget 2018		Réalizations 2018		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	860 591	453 300	(1 837)	119 673	117 836	
Moins: revenus d'investissement	2	(574 393)		(72 088)	(148 176)	(220 264)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	286 198	453 300	(73 925)	(28 503)	(102 428)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	838 112		855 614	112 840	968 454	
Produit de cession	5	3 800					
(Gain) perte sur cession	6	(3 800)					
Réduction de valeur / Reclassement	7						
Propriétés destinées à la vente	8	838 112		855 614	112 840	968 454	
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	(229 171)	(293 300)	(239 549)	(47 318)	(286 867)	
	18	(229 171)	(293 300)	(239 549)	(47 318)	(286 867)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(239 024)	(160 000)	(242 923)	(6 579)	(249 502)	
Excédent (déficit) accumulé	20	7 382					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	21	33 213		(33 651)	5 752	(33 651)	
Excédent de fonctionnement affecté	22						
Reserves financières et fonds réservés	23						
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	24						
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	25	(198 429)	(160 000)	(276 574)	(827)	(277 401)	
	26	410 512	(453 300)	339 491	64 695	404 186	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	696 710		265 566	36 192	301 758	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Réalizations 2017		Réalizations 2018		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenaires	
Revenus d'investissement	1	574 393	72 088	148 176	220 264
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(116 997)	(11 871)	()	(11 871)
Sécurité publique	3	(69 138)	()	()	()
Transport	4	(701 853)	437 042	()	437 042
Hygiène du milieu	5	(1 077 798)	158 065	6 579	164 644
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(60 521)	22 109	()	22 109
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(2 026 307)	(629 087)	(6 579)	(635 666)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenaires commerciaux					
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 143 822	(148 176)	()	995 646
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	239 024	242 923	6 579	249 502
Excédent accumulé	15	23 673	6 498	()	6 498
Excédent de fonctionnement non affecté	16	121 705	()	()	86 667
Excédent de fonctionnement affecté	17	168 252	86 667	()	342 667
Réserves financières et fonds réservés	18	552 654	336 088	6 579	702 647
	19	(1 473 653)	850 823	(148 176)	()
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(899 260)	922 911	()	922 911

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2017		2018		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
1 Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1 434 932	2 032 562	113 847	2 146 409	
2 Débiteurs (note 5)	1 778 728	1 411 526	915 264	2 209 613	
3 Prêts (note 6)					
4 Placements de portefeuille (note 7)					
5 Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
6 Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)					
7 Autres actifs financiers (note 9)					
8	3 213 660	3 444 088	1 029 111	4 356 022	
PASSIFS					
9 Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)					
10 Emprunts temporaires (note 10)	1 133 311	390 254		390 254	
11 Crédeurs et charges à payer (note 11)	898 954	683 626	47 913	614 362	
12 Revenus reportés (note 12)	660	660	16 392	17 052	
13 Dette à long terme (note 13)	3 156 800	4 138 200	2 105 153	6 243 353	
14 Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)					
15	5 189 725	5 212 740	2 169 458	7 265 021	
16	(1 976 065)	(1 768 652)	(1 140 347)	(2 908 999)	
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)					
ACTIFS NON FINANCIERS					
17 Immobilisations (note 15)	13 438 475	13 211 947	3 213 288	16 425 235	
18 Propriétés destinées à la revente (note 16)					
19 Stocks de fournitures	41 000	55 721		55 721	
20 Autres actifs non financiers (note 17)	1 031	3 588		3 588	
21	13 480 506	13 271 256	3 213 288	16 484 544	
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
22 Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 320 944	1 436 515	230 275	1 666 790	
23 Excédent de fonctionnement affecté	398 212	541 715		541 715	
24 Réserves financières et fonds réservés	339 661	402 564	25 065	427 629	
25 Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	()	()	(1 796)	(1 796)	
26 Financement des investissements en cours	(889 894)	(82 907)		(82 907)	
27 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	10 335 518	9 204 717	1 819 397	11 024 114	
28 Gains (pertes) de réévaluation cumulés					
29	11 504 441	11 502 604	2 072 941	13 575 545	

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	1 517 171	1 490 860	1 490 860	1 386 061
Charges sociales	2	382 504	323 640	323 640	321 189
Biens et services	3	3 165 151	3 213 221	3 173 298	2 937 097
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	128 340	89 141	104 916	125 653
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			24 024	15 348
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	2 500	1 836	1 836	1 365
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	606 131	617 048	617 048	534 431
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	37 900	37 846	37 846	44 828
Amortissement des immobilisations	14		855 614	968 454	950 788
Autres					
-	15				
-	16				
-	17				
	18	5 839 697	6 629 206	6 741 922	6 316 760

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	
Autres revenus	3	
	4	

Charges

Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Autres charges	8	
	9	
Excédent (déficit) de l'exercice	10	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	
Placements de portefeuille	12	
Débiteurs	13	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	
Provision pour moins-value	15	() ()
	16	
	17	

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18	
Revenus reportés	19	
Dettes à long terme	20	
	21	
Solde du Fonds local d'investissement	22	

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23	
Supportant les engagements de prêts	24	
Supportant les garanties de prêts	25	
	26	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus	
Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises	2
Autres revenus	3
	4
Charges	
Créances douteuses	
Radiation de prêts	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Intérêts sur la dette à long terme	8
Autres charges	9
	10
Excédent (déficit) de l'exercice	11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12
Placements de portefeuille	13
Débiteurs	14
Prêts aux entreprises	15
Provision pour moins-value	16 () ()
	17
	18
Passifs	
Créditeurs et charges à payer	19
Revenus reportés	20
Dette à long terme	21
	22
Solde du Fonds local de solidarité	
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23
Excédent (déficit) non affecté	24
	25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Frais de gestion	
Salaires	5
Créances douteuses	6
Autres frais de gestion	7
	8

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
-	14

	15
	16

Excédent (déficit) de l'exercice	17
---	-----------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18
Placements de portefeuille	19
Débiteurs	20
Provision pour créances douteuses	21 () ()
	22
Autres	23
	24

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25
Créditeurs et charges à payer	26
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	27
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28
Autres	29
Autres	30
	31

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32
---	-----------

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 666 790	1 515 029
Excédent de fonctionnement affecté	2	541 715	398 212
Réserves financières et fonds réservés	3	427 629	364 726
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	1 796 ) (	1 796)
Financement des investissements en cours	5	(82 907)	(889 894)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	11 024 114	12 071 432
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	13 575 545	13 457 709
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 436 515	1 320 944
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	230 275	194 085
	11	1 666 790	1 515 029
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Immobilisations futures	12	13	13
- Parcs et terrains de jeux	13	27 390	27 390
- Traitement des boues	14	125 000	125 000
- Plan directeur	15	336	336
- Bilan de santé	16	897	897
- Sécurité routière	17	18 772	3 772
- Travaux de drainage	18	40 804	40 804
- Règlement d'emprunt	19	200 000	200 000
- Services professionnels	20	128 503	
	21	541 715	398 212
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	541 715	398 212
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	278 731	331 748
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	123 833	7 913
Organismes contrôlés et partenariats	40	25 065	25 065
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	427 629	364 726
	48	427 629	364 726

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs		
	53 () (
	54 () (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres	66 () (
-	67 () (
	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	1 796) (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres	72 () (
-	73 () (
	74 (	1 796) (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 (	1 796) (
	1 796 ) (	1 796)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

2018 2017

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)

Financement des investissements en cours

Financement non utilisé	82			
Investissements à financer	83	(82 907)	(889 894)	
	84	(82 907)	(889 894)	

Investissement net dans les immobilisations et autres actifs

Éléments d'actif				
Immobilisations	85	16 425 235	16 758 023	
Propriétés destinées à la revente	86			
Prêts	87			
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88			
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89			
	90	16 425 235	16 758 023	
Ajustements aux éléments d'actif	91			
	92	16 425 235	16 758 023	
Éléments de passif correspondant				
Dette à long terme	93	(6 243 353)	(5 372 110)	
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	(5 367)	(11 119)	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	843 111	686 394	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	4 488	10 244	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97			
	98	(5 401 121)	(4 686 591)	
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	()	()	
	100	(5 401 121)	(4 686 591)	
	101	11 024 114	12 071 432	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 ()	()
Rendement espéré des actifs	34	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

Informations complémentaires

Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		

Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice		
Charge de l'exercice	55	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	56 ()	()
Actif (passif) à la fin de l'exercice	57	
	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 ()	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

Charge de l'exercice	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

Charge de l'exercice	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Cotisations de l'employeur	114	
	79 136	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	<u>2018</u>	<u>2017</u>
	115	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Cotisations des élus au RREM	116 <u>5 305</u>	<u> </u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	117 17 901	<u> </u>
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118 <u>17 901</u>	<u> </u>
	119 <u> </u>	<u> </u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 705 870	3 732 516	3 716 199
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	313 451	315 571	249 918
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	301 914	304 495	297 466
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	4 321 235	4 352 582	4 263 583
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	510 900	508 336	531 518
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	196 555	196 618	196 694
Matières résiduelles	13	636 582	625 235	587 091
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	17 000	27 230	25 784
Service de la dette	18	80 766	72 682	75 980
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 441 803	1 430 101	1 417 067
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 441 803	1 430 101	1 417 067
	27	5 763 038	5 782 683	5 680 650

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33			
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	25 000	42 336	42 336
	36	25 000	42 336	42 336
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	25 000	42 336	42 336
				31 516
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	2 000	1 871	1 871
Taxes sur une autre base				2 101
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	2 000	1 871	1 871
				2 101
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	27 000	44 207	44 207
				33 617

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	19 800	24 808	24 808
Enlèvement de la neige	59			22 599
Autres	60	40 600		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69		24 024	15 350
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	14 000	25 314	25 314
Activités culturelles				
Bibliothèques	88		16 200	16 200
Autres	89	10 592	22 597	22 597
Autres	89			18 100
Autres	89			20 476
Réseau d'électricité	90			
	91	84 992	88 919	112 943
				76 525

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	17 462	17 462	94 480
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	49 626	197 802	11 594
Traitement des eaux usées	109			6 590
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113	5 000	5 000	
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			20 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			441 729
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	72 088	220 264	574 393

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140			
TOTAL DES TRANSFERTS	141	84 992	161 007	333 207
				650 918

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147	2 500	886	886
Sécurité civile	148			779
Autres	149			
	150	2 500	886	886
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			779
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158	10 467	12 762	12 762
Traitement des eaux usées	159			12 811
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166		11 841	11 841
Protection de l'environnement	167			11 020
Autres	168			
	169	10 467	24 603	24 603
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			23 831
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178			
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181			
Réseau d'électricité	182			
	183	12 967	25 489	25 489
				24 610

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	184			
Évaluation	185			
Autre	186	6 600	8 454	4 737
	187	6 600	8 454	4 737
Sécurité publique				
Police	188			
Sécurité incendie	189			
Sécurité civile	190			
Autres	191			
	192			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193			
Enlèvement de la neige	194			
Autres	195			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			
Transport adapté	197			
Transport scolaire	198			
Autres	199			
Autres	200			
	201			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202			
Réseau de distribution de l'eau potable	203	11 500	10 587	8 000
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206		11 594	11 594
Matières recyclables	207			
Autres	208			
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211	4 000	1 700	1 700
	212	15 500	23 881	21 294
16 208				16 208
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217			
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219			
Autres	220			
	221			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222	83 500	83 293	83 293
Activités culturelles				
Bibliothèques	223	1 000	3 796	3 796
Autres	224	5 000	3 754	3 754
	225	89 500	90 843	90 843
85 577				85 577
Réseau d'électricité	226			
	227	111 600	123 178	120 591
106 522				106 522
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	124 567	148 667	146 080
131 132				131 132

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	11 400	13 025	12 049
Droits de mutation immobilière	230	140 000	233 991	218 155
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232			
	233	151 400	247 016	230 204
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	8 000	24 674	17 951
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	14 000	36 125	33 720
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237			(52 887)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242	105 000	128 754	216 608
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	15 000	54 236	48 486
	246	120 000	182 990	212 207
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	179 951	163 877		163 877	163 877	166 645
Greffe et application de la loi	3 500	6 429		6 429	6 429	11 214
Gestion financière et administrative	1 058 585	1 152 542	104 486	1 257 028	1 277 889	1 103 200
Évaluation	34 400	34 371		34 371	34 371	33 178
Gestion du personnel						
Autres						
-						
-	1 276 436	1 357 219	104 486	1 461 705	1 482 566	1 314 237
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	812 946	846 010		846 010	846 010	799 829
Sécurité incendie	233 003	210 431	53 105	263 536	263 536	245 930
Sécurité civile						
Autres	15 000	8 180		8 180	8 180	5 104
	1 060 949	1 064 621	53 105	1 117 726	1 117 726	1 050 863
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	477 239	509 806	266 902	776 708	776 708	713 403
Enlèvement de la neige	85 000	133 401		133 401	133 401	83 228
Éclairage des rues	49 000	46 579		46 579	46 579	44 248
Circulation et stationnement	8 000	11 473		11 473	11 473	10 034
Transport collectif						
Transport en commun	309 800	306 473		306 473	306 473	224 473
Transport aérien						
Transport par eau						
Autres						
	929 039	1 007 732	266 902	1 274 634	1 274 634	1 075 386

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	273 085	234 749	234 749	286 805	308 830
Réseau de distribution de l'eau potable	24	323 305	280 646	62 796	343 442	358 584
Traitement des eaux usées	25	232 892	195 212	242 495	437 707	441 207
Réseaux d'égout	26			35 992	35 992	45 937
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés	27	122 000	124 856		124 856	94 456
Collecte et transport	28	142 471	135 200	6 741	141 941	149 520
Élimination						
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	298 204	291 581		291 581	230 622
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	10 320	22 164		22 164	21 572
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	4 300				
	40	1 406 577	1 284 408	348 024	1 632 432	1 650 728
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	8 000	(2 043)		(2 043)	23 961
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	8 000	(2 043)		(2 043)	23 961
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	183 906	191 123	655	191 778	197 953
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	20 000	6 000		6 000	5 000
Promotion et développement économique	48	78 262	81 066		81 066	80 377
Industries et commerces	49	20 115	20 115		20 115	19 842
Tourisme	50					
Autres	51					
	52	302 283	298 304	655	298 959	303 172

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
LOISIRS ET CULTURE						
53	31 875	26 340		26 340	26 340	19 366
54	19 000	7 209		7 209	7 209	10 157
55	53 588	45 456		45 456	45 456	37 622
56	1 207 900	1 73 353	61 372	234 725	234 725	255 840
57						
58						
59	221 321	224 411		224 411	224 411	184 173
60	533 684	476 769	61 372	538 141	538 141	507 158
Activités culturelles						
61						
62	157 325	129 432	21 070	150 502	150 502	146 417
63	7 204	24 874		24 874	24 874	14 112
64						
65	27 360	41 299		41 299	41 299	28 478
66	191 889	195 605	21 070	216 675	216 675	189 007
67	725 573	672 374	82 442	754 816	754 816	696 165
68						
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
69	128 340	89 141		89 141	124 851	133 071
70					4 089	7 930
71						
72	2 500	1 836		1 836	1 836	1 365
73	130 840	90 977		90 977	130 776	142 366
74						
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
75						59 882
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
75		855 614 (	855 614)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Sainte-Martine _____

Code géographique : 70012 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales
et Habitation*

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2018	2017
		2018		
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1	24 076	192 630
	Usines de traitement de l'eau potable	2		
	Usines et bassins d'épuration	3		
	Conduites d'égout	4	28 257	22 609
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	174 892	212 159
	Ponts, tunnels et viaducs	7		
	Systèmes d'éclairage des rues	8		
	Aires de stationnement	9		
	Parcs et terrains de jeux	10		39 845
	Autres infrastructures	11		
	Réseau d'électricité	12		
Bâtiments				
	Édifices administratifs	13	75 896	897 798
	Édifices communautaires et récréatifs	14	11 948	
	Améliorations locatives	15		
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun	16		
	Autres	17	176 307	404 725
	Ameublement et équipement de bureau	18	13 717	116 997
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	123 994	82 593
	Terrains	20		73 792
	Autres	21		
		22	629 087	2 043 148

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	23	24 076	192 630
	Usines de traitement de l'eau potable	24		
	Usines et bassins d'épuration	25		
	Conduites d'égout	26	28 257	22 609
	Autres infrastructures	27	174 892	252 004
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	28		
	Usines de traitement de l'eau potable	29		
	Usines et bassins d'épuration	30		
	Conduites d'égout	31		
	Autres infrastructures	32		
	Autres immobilisations	33	401 862	1 575 905
		34	629 087	2 043 148

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	32 978		7 913	25 065
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	691 483	205 867	54 700	842 650
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	3 972 374	879 857	314 337	4 537 894
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	4 696 835	1 085 724	376 950	5 405 609
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	686 394	238 254	81 537	843 111
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	686 394	238 254	81 537	843 111
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	686 394	238 254	81 537	843 111
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	686 394	238 254	81 537	843 111
	19	5 383 229	1 323 978	458 487	6 248 720
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	5 383 229	1 323 978	458 487	6 248 720

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	4 138 200
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	123 833
Débiteurs	9	130 972
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
-	13	
-	14	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	3 883 395
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	16	1 508 885
--	----	-----------

Endettement net à long terme	17	5 392 280
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	277 703
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	

Endettement total net à long terme	21	5 669 983
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	5 669 983
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1	44 987	44 987	44 987	45 244
Évaluation	2	34 400	34 371	34 371	33 178
Autres	3	8 638	8 638	8 638	8 514
Sécurité publique					
Police	4	10 946	11 838	11 838	11 420
Sécurité incendie	5	12 179	12 179	12 179	12 033
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	270 000	268 210	268 210	189 545
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	39 855	39 855	39 855	36 791
Cours d'eau	13	10 320	22 164	22 164	21 572
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	33 848	33 848	33 848	33 761
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	59 361	59 361	59 361	58 342
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	27 221	27 221	27 221	29 829
Activités culturelles	23	54 376	54 376	54 376	54 202
Réseau d'électricité					
	24				
	25	606 131	617 048	617 048	534 431

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018***Non audité*

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	629 087	2 026 307
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	629 087	2 026 307

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	8,00	11 004,00	***	***	***
Professionnels	2	0,00		***	***	***
Cols blancs	3	46,00	22 718,00	***	***	***
Cols bleus	4	10,00	12 931,00	***	***	***
Policiers	5	0,00		***	***	***
Pompiers	6	25,00	2 987,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7	0,00		***	***	***
Élus	8	89,00	49 640,00	***	***	***
	9	7,00		126 097	25 949	152 046
	10	96,00		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15	88 919	67 088	5 000	161 007
Autres	16	88 919	67 088	5 000	161 007
	17	88 919	67 088	5 000	161 007

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	21 195	24 304
	4	21 195	24 304
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	7 895	8 363
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	7 895	8 363
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	20 034	20 750
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	20 034	20 750
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	6 055	5 559
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	21 482	25 855
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	27 537	31 414
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	4 928	6 082
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	9 388	6 060
Autres	38		
	39	14 316	12 142
Réseau d'électricité			
	40		
	41	90 977	96 973

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018*Non audité*

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maude Laberge	59 734	27 661
Jean-Denis Barbeau	9 585	4 792
Dominic Garceau	9 585	4 792
Richard Laberge	9 585	4 792
Normand Sauvé	9 585	4 792
Carole Cardinal	9 585	4 792
Mélanie Lefort	9 585	4 792

Note

La rémunération de Maude Laberge (maire) inclut la municipalité de Sainte-Martine, la MRC de Beauharnois-Salaberry et la régie mat. org. Beauharnois-Sal. et Roussillon.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	500 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	\$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12 _____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13 _____	\$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16 _____	6 670 \$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19 _____	\$
b) autres formes d'aide	20 _____	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21 _____	
Facteur comparatif de 2018	22 _____	
Valeur uniformisée	23 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 _____ \$

- b) Dépenses d'investissement

27 _____ \$

- c) Total des frais encourus admissibles

28 _____ \$

- d) Description des dépenses d'investissement :

- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution

29 _____

- b) Date d'adoption de la résolution

30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Sainte-Martine

Code géographique : 70012

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Habitation

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la municipalité de Sainte-Martine,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la municipalité de Sainte-Martine (ci-après l'« état ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de Sainte-Martine de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité de Sainte-Martine.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

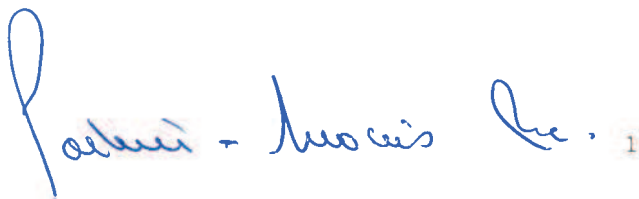
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité de Sainte-Martine;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Vaudreuil-Dorion

1 Par Michel Poirier, CPA auditeur, CA

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

DATE 2019-10-08

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	5 782 683
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	89 930
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	27 230
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>5 665 523</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	640 751 800
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>644 227 300</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>642 489 550</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 , / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Sainte-Martine

Code géographique : 70012

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Habitation

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	4 113 941
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	319 592
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	4 433 533

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	440 915
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	198 075
Matières résiduelles	13	651 070
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	71 455
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 361 515
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 361 515
	27	5 795 048

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

*Non audité***COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	25 000
	9	25 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	25 000

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	1 800
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	1 800

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	26 800

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
		1	X 2	/100\$ 3		27 (	28	29
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
	Taxe foncière générale (taux unique)		X 5	0.6264 /100\$ 6				2 931 341
	Taxe foncière générale (taux variés)	467 966 379	X 8	0.6264 /100\$ 9				76 954
	Résiduelle (résidentielle et autres)	12 285 182	X 11	0.7943 /100\$ 12				321 705
	Immeubles de 6 logements ou plus	40 501 639	X 14	0.7943 /100\$ 15				66 120
	Immeubles non résidentiels	8 324 300						
	Immeubles industriels							
	Terrains vagues desservis		X 17	/100\$ 18				
	Immeubles non résidentiels		X 20	/100\$ 21				
	Autres							
	Immeubles agricoles	114 594 600	X 23	0.6264 /100\$ 24				717 821
	Total					27 (	28	4 113 941
Taxes spéciales								
	Service de la dette (taux unique)	643 672 100	X 31	0.0496 /100\$ 32				319 592
	Service de la dette (taux variés)							
	Résiduelle (résidentielle et autres)		X 34	/100\$ 35				
	Immeubles de 6 logements ou plus		X 37	/100\$ 38				
	Immeubles non résidentiels		X 40	/100\$ 41				
	Immeubles industriels		X 43	/100\$ 44				
	Terrains vagues desservis							
	Immeubles non résidentiels		X 46	/100\$ 47				
	Autres		X 48	/100\$ 50				
	Immeubles agricoles		X 52	/100\$ 53				
	Total					56 (	57	319 592
								58
								319 592

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X 2	/100\$ 3					
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X 5	/100\$ 6					
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X 8	/100\$ 9					
Immeubles non résidentiels 10	X 11	/100\$ 12					
Immeubles industriels 13	X 14	/100\$ 15					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	X 17	/100\$ 18					
Autres 19	X 20	/100\$ 21					
Immeubles agricoles 22	X 23	/100\$ 24					
Total			25	26	27	28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	X 31	/100\$ 32					
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X 34	/100\$ 35					
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X 37	/100\$ 38					
Immeubles non résidentiels 39	X 40	/100\$ 41					
Immeubles industriels 42	X 43	/100\$ 44					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	X 46	/100\$ 47					
Autres 48	X 49	/100\$ 50					
Immeubles agricoles 51	X 52	/100\$ 53					
Total			54	55	56	57	58
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	X 60	% 61	62	63	64	65	66

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)**

Par unité de logement

Eau	1	2 | 0 | 0	,	0 | 0	\$
Égout	2		,		\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4	9 | 5	,	0 | 0	\$
Matières résiduelles	5		,		\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	5 795 048
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
---	---	--

Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
--	---	--

Déduire

Taxes d'affaires	5	
------------------	---	--

Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
--	---	--

Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	27 573
---	---	--------

Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
---	---	--

Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
--	---	-------

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	5 767 475
---	----	------------------

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE	11	643 672 100
--	----	--------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	<input type="text" value=""/> <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="0"/> /100 \$
--	----	--

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>			Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
					Immeubles non résidentiels	Autres		
	Taxes sur la valeur foncière							
	Générales	1	321 705	66 120			76 954	717 821
	De secteur	2						
	Autres	3						
	Taxes sur une autre base							
	Taxes, compensations et tarification	4						
	Service de la dette	5						
	Autres							
	Taxes d'affaires							
	Sur la valeur locative	6						
	Autres	7						
		8	321 705	66 120			76 954	717 821

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Résiduelle		Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences	
Taxes sur la valeur foncière			
Générales	9 3 250 933		4 433 533
De secteur	10		
Autres	11		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette	12 71 455		71 455
Autres	13 1 290 060		1 290 060
Taxes d'affaires			
Sur la valeur locative	14		
Autres	15		
	16 4 612 448		5 795 048

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM,	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	529 815 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	_____ \$	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>6 959 775 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>285 537 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>110 240 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>\$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-18</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Hélène Hamelin , atteste que le rapport financier consolidé de Sainte-Martine pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-10-08.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Sainte-Martine.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sainte-Martine consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Sainte-Martine détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-09-26 13:39:35

Date de transmission au Ministère :

1
2
3
4